

Les tambours du Burundi font beaucoup de bruit

On les entend de loin et on les reconnaît tout de suite à leur son et rythme particuliers. Au Burundi, les tambours sont une véritable institution et font partie du patrimoine national. Issus d'une tradition royale, ces fûts sont des objets sacrés réservés aux événements exceptionnels. En 2014, ils ont d'ailleurs été reconnus Patrimoine culturel immatériel de l'Humanité par l'Unesco.

Des groupes de tambourinaires burundais sont régulièrement invités dans des festivals à travers le monde. C'était le cas, du 12 au 19 août derniers, aux 44^{es} Rencontres de folklores internationales de Fribourg en Suisse.

Mais voilà, 21 musiciens se sont volatilisés dans la nature après leurs prestations. Cette désertion est évidemment liée à la situation politique au Burundi. « Ils nous ont dit qu'ils étaient en danger de mort », a précisé le président du festival de Fribourg. L'affaire n'a été dévoilée que plusieurs jours après leur défection.

« Critères stricts »

Face à cet affront, les autorités de Bujumbura n'ont pas tardé à réagir en accusant l'ambassade de Belgique d'avoir « délivré des visas à des gens censés aller représenter le Burundi sans qu'ils n'aient présenté aucun document officiel, quand on sait comment l'obtention du visa Schengen n'est pas chose facile ».

« C'est en effet au nom et en délégation des membres de la zone Schengen que la Belgique délivre des visas pour les courts séjours en Europe et en Suisse », ont indiqué

de leur côté les ambassades de Belgique, de France et des Pays-Bas, la délégation de l'UE ainsi que le bureau de Coopération suisse au Burundi dans une déclaration commune. Ces cinq représentations diplomatiques assurent que la délivrance de ces visas « répond à des critères stricts qui sont appliqués avec la plus grande rigueur s'agissant d'une matière sensible tant pour le pays de départ que pour les pays hôtes de ces voyageurs ».

D'après les ambassades européennes, tous les documents jugés nécessaires pour délivrer les visas dans les règles étaient réunis, en ce compris la prise en charge du groupe par les autorités burundaises. Ce que ces dernières nient comme si un groupe d'une telle importance pouvait quitter le Burundi sans accord préalable...

Si la Belgique est de nouveau accusée de tous les maux par le gouvernement burundais, c'est parce que l'ancienne puissance tutrice est devenue sa bête noire depuis qu'il traverse une grave crise politique suite au troisième mandat du président Nkurunziza.

D'après le porte-parole du gouvernement burundais, l'objectif de cette opération était de « ternir l'image du Burundi ». Il laisse d'ailleurs entendre que ceux qu'il qualifie de « faux tambourinaires » ne sont sans doute pas les premiers à bénéficier d'une « telle complicité ». Une allusion claire aux nombreux opposants politiques qui ont trouvé refuge en Belgique. ■

PHILIPPE DE BOECK